

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des Procédures Environnementales et Foncières
Installation classée pour la protection de l'environnement

ARRETE PORTANT MISE EN DEMEURE

Société METABIO ENERGIES
Combrée
OMBREE D'ANJOU

DIDD-2018- n° 77

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

ARRETE

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L 172-1, L. 511-1 et L 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DDID-2010-n° 443 en date du 1^{er} septembre 2010, autorisant la société SAS MEAT BIO ENERGIES à exploiter une unité de valorisation de déchets organiques par bio-méthanisation et compostage ainsi que les activités connexes nécessaires à son fonctionnement, installée Zone d'Activités de Bel-Air - Bel-Air de Combrée sur le territoire de la commune à Ombree d'Anjou (49 420) ;

Vu l'article 3.2.3 de l'arrêté d'autorisation précité qui dispose "*Le contrôle du respect des valeurs limites du moteur de cogénération est réalisé au minimum annuellement dans des conditions représentatives de l'activité.* " ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910-B de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles 66 et 67 de l'arrêté ministériel précité qui fixe les paramètres et leurs valeurs limites associées que doivent respecter les émissions à l'atmosphère des moteurs ;

Vu l'article 8.2.5 de l'arrêté d'autorisation précité qui dispose "*Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de la torchère font l'objet d'une campagne de annuelle d'analyse par un organisme compétent. Pour le CO, la valeur limite devra être compatible avec le seuil suivant : CO < 150 mg/Nm³.* " ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement DDID-2015-n° 390 en date du 27 octobre 2015, autorisant la société SAS MEAT BIO ENERGIES à poursuivre et étendre son exploitation en installant un second moteur de cogénération Zone d'Activités de Bel-Air - Bel-Air de Combrée sur le territoire de la commune à Ombrée d'Anjou (49 420) ;

Vu l'article 3 de l'arrêté d'enregistrement précité qui dispose " *Dans les 3 mois qui suivent la mise en service du second moteur de cogénération, l'exploitant fait procéder à une campagne de mesures des rejets visant à vérifier leur conformité aux valeurs prescrites supra. Cette campagne est exécutée par un organisme agréé conformément aux normes en vigueur.* " ;

Vu l'article 5.1.5 de l'arrêté d'autorisation précité qui dispose " *Les déchets reçus proviennent d'un rayon de collecte d'environ 50 km autour de l'installation sauf pour les sous-produits animaux dont le rayon de collecte est d'environ 100 km* ".

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 février 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 janvier 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *Pour le moteur de cogénération n° 1, les mesures présentées lors de la visite sont incomplètes, il manque en particulier les mesures des métaux et les HAP ;*
- *Pour le moteur de cogénération n° 2, les mesures de mise en service dans les 3 mois n'ont pas été réalisées et l'exploitant n'a pas fait intervenir d'organisme compétent depuis près d'un an sur cette question. La seule mesure disponible résulte d'opérations de maintenance. Elle reste incomplète quant aux paramètres recherchés et sans garantie quant au respect des normes. De plus, elle laisse apparaître un dépassement en NO_x ;*
- *Pour la torchère, la mesure présentée laisse apparaître un dépassement de 4 fois à la valeur prescrite pour le CO ;*
- *Pour l'origine géographique des déchets, une part importante des intrants proviennent de zones plus éloignées que les limites prescrites.*

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.2.3 et 8.2.5 de l'arrêté d'autorisation du 1^{er} septembre 2010, de l'article 3 de l'arrêté d'enregistrement du 27 octobre 2015 et des articles 66 et 67 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS META BIO ENERGIES de respecter les prescriptions des articles 3.2.3 et 8.2.5 de l'arrêté d'autorisation du 1^{er} septembre 2010, de l'article 3 de l'arrêté d'enregistrement du 27 octobre 2015 et des articles 66 et 67 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 – La société SAS META BIO ENERGIES, qui exploite une unité de valorisation de déchets organiques par bio-méthanisation et compostage ainsi que les activités connexes nécessaires à son fonctionnement sur la Zone d'Activités de Bel-Air – Bel-Air de Combrée sur le territoire de la commune à Ombrée d'Anjou (49 420), est mise en demeure de respecter les dispositions :

- des articles 3.2.3 et 8.2.5 de l'arrêté d'autorisation du 1^{er} septembre 2010, de l'article 3 de l'arrêté d'enregistrement du 27 octobre 2015 et des articles 66 et 67 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 (en faisant procéder aux contrôles réglementaires des émissions à l'atmosphère de ses deux moteurs de cogénération et de sa torchère) dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 5.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 1^{er} septembre 2010 en respectant les zones prescrites quant à l'origine géographique des déchets ou de régulariser cette situation administrative irrégulière dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – L'exploitant adresse au préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les rapports de contrôle des campagnes de mesures mentionnées à l'article 1 établis par un organisme compétent selon les normes en vigueur.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

Article 5 – Publicité et exécution

Article 5-1 Une copie du présent arrêté sera remise à la société SAS METABIO ENERGIES.

Article 5-2 – Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie d'OMBREE D'ANJOU et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'OMBREE D'ANJOU et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Il peut être consulté à la préfecture de Maine-et-Loire, à la sous-préfecture de SEGRE EN ANJOU BLEU

Article 5-3 – Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de SEGRE EN ANJOU BLEU, le maire d'OMBREE D'ANJOU, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 03 AVR. 2018

Le Préfet

Bernard GONZALEZ



Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut-être contesté par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.